

## ***République Gabonaise***

Le PIB s'est contracté de 2,4 % contre +2,5% en 2019, en raison essentiellement du net recul de l'activité dans le secteur pétrolier (-10,4 % après une croissance de 13 % en 2019). Celle du secteur hors pétrole a baissé dans une moindre mesure (-0,2 % alors qu'elle était de -0,1% en 2019). Cette légère détérioration de la valeur ajoutée non pétrolière est due notamment à la faible performance de l'activité dans les branches industries agroalimentaires, autres industries, BTP, commerce, hôtellerie-restauration et des autres services (immobilier, services rendus aux entreprises et aux ménages).

Le taux d'inflation s'est établi à 2,0 % contre 1,0 % en 2019, en raison d'une légère hausse des prix des produits alimentaires importés du fait de la fermeture des frontières aériennes et terrestres.

En matière des finances publiques, l'ajustement budgétaire amorcé depuis quelques années a été temporairement révisé pour prendre en compte les dépenses liées à la lutte contre les conséquences économiques et sociales de la Covid-19. Il en est résulté un déficit budgétaire global (hors dons) de 3,8 % du PIB contre un excédent de 1,4 % du PIB l'année précédente. Par ailleurs, ce déficit budgétaire, combiné à la fois aux nouveaux emprunts et tirages, aux effets de réévaluation, au niveau initial élevé de la dette publique et à la baisse de la production globale, s'est traduit par l'augmentation du taux d'endettement public de 73,2 % du PIB contre 62,4 %.

En ce qui concerne les comptes extérieurs, le déficit du compte courant s'est nettement creusé pour représenter 9,9 du PIB contre -1,5 % en 2019, en rapport principalement avec la baisse de 33,7 % de la valeur des exportations. Les réserves de changes ont représenté 4 mois d'importations de biens et services contre 3,1 mois en 2019, en lien notamment avec la hausse des entrées de devises au titre des investissements directs étrangers et des appuis financiers extérieurs.

La situation monétaire s'est caractérisée par une amélioration du niveau des avoirs extérieurs nets (-11,1 % contre -20,1 % en 2019), en rapport avec les appuis financiers extérieurs. Dans le même temps, afin de soutenir l'activité, les banques locales ont continué à faire confiance aux agents économiques non bancaires en accordant des crédits aux ménages et aux entreprises (+3,6 % contre 2,2 % un an plus tôt), ainsi qu'à l'Etat (+14,9 % après 10,0 % l'année précédente).